



LA TRIBUNE DES EMPLOYÉS

ABONNEMENT

PARIS. . . { 3 mois. . . 2 fr.
6 mois. . . 5

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

ABONNEMENT

DÉPARTS. { 3 mois . . 2 fr. n
6 mois. . . 6 50

On s'abonne à tous les bureaux de Messageries.

Tout ce qui concerne la *Tribune des Employés* doit être adressé au Gérant, rue des Martyrs, 60 (FRANCO)."

Le bureau est ouvert les Lundis, Mercredis et Vendredis, de 6 à 8 heures du soir.

SOMMAIRE.

Communications. — Historique des administrations. — Dons patriotiques. — Garde nationale. — Le Moniteur des Postes — Association fraternelle des Employés des ministères et autres administrations publiques — Ecole d'administration — Code industriel. — Statuts d'associations. — Economie domestique. — Une nouvelle Aristocratie. — Le Surnuméraire. — Correspondance. — Faits divers. — Annonces

Communications.

Toute communication faite à la *Tribune* est copiée au bureau du journal, et le manuscrit restitué à l'auteur ; il a droit à plusieurs exemplaires du numéro où se publie son article.

Encouragements.

Deux des journaux les plus répandus dans Paris ont constaté, cette semaine, l'apparition de la *Tribune des Employés*, et en ont fait l'éloge. L'un d'eux a même reproduit dans son entier l'article Liberté, Égalité, Fraternité, qui renferme notre symbole, et qui a été très goûté.

De semblables encouragements nous flattent ; nous les acceptons avec bonheur, et si nous les faisons connaître à nos camarades, c'est pour montrer que notre cause est bonne, et qu'elle a pour elle l'appui si précieux de l'opinion publique.

HISTORIQUE

Des grandes administrations.

La *Tribune des Employés* prépare un travail sur l'historique des grandes administrations, et rassemble à cet effet de nombreux documents. Elle recueille avec empressement les communications propres à l'éclairer dans cette étude et en signalera volontiers les auteurs.

C'est par l'*Administration des Douanes* que commencera la série de ces articles.

Dons patriotiques.

La classe des employés n'est pas celle qui s'em-

presse le moins à venir en aide au gouvernement. A l'énumération des dons patriotiques déjà offerts par elle, il convient d'ajouter la liste suivante ;

MM. les employés de la mairie du 11^e arrondissement, une journée de travail ; — ceux du Lycée Charlemagne, quatre journées ; — ceux de la Cérés (compagnie d'assurances), 58 fr. ; — ceux de la Caisse d'épargne, 390 fr. ; — ceux de la Douane, 284 fr. 85 cent. ; — ceux de l'Entrepôt des douanes, 230 fr. ; — ceux du Mont-de-Piété, 1270 fr. 70 cent. ; — ceux des Archives nationales, 215 fr. 80 cent. ; — ceux de la maison Bouleau et Comp., 150 fr. ; — ceux des chemins de fer d'Orléans et du Centre, 5241 fr. 10 cent. ; — ceux de la comptabilité générale des Finances, 1478 fr. 05 cent. ; — ceux du chemin de fer de Creil à Saint-Quentin, 217 fr. 75 cent. ; — ceux de la maison Gabriel et Garnier, 1000 fr. ; — les employés civils du dépôt central d'artillerie, 806 fr. 45 cent. ; — les employés de tous grades du Ministère de la guerre, 5575 fr. 80.

Le sous-secrétaire d'État au Ministère de la Marine, M. Schœlcher, a renoncé à toute espèce d'émoluments, disant que *le hasard de la fortune lui permettait de servir l'État sans lui demander d'appointements*. Ajoutons qu'il a fait au gouvernement provisoire un don patriotique de 500 fr., en exprimant le regret de ne pouvoir en ce moment faire une plus riche offrande. Ces deux actes prouvent trop en faveur du désintéressement vraiment antique de M. Schœlcher pour qu'il soit besoin d'en faire l'éloge.

Garde Nationale.

Jusqu'ici la classe des employés aurait pu être comparée à une machine qui fonctionne régulièrement de telle heure à telle heure, à un automate, à un corps agissant sans que le mouvement lui soit communiqué par l'âme. Il est temps

qu'elle revendique le rang qui lui est dû dans l'ordre social et qu'il soit prouvé qu'elle est le lien indispensable entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. — Toutes les classes de travailleurs, toutes les écoles de droit, de médecine et de pharmacie, ont ou vont avoir leurs représentants dans l'état-major de la garde nationale. La classe intelligente et laborieuse des employés serait fière aussi de se voir représentée dans le corps de la garde nationale; elle forme également une corporation, et aujourd'hui que le principe de l'égalité n'est plus une chimère, il suffirait aux employés d'en appeler à l'équité du gouvernement provisoire pour que leur voix soit entendue. Pourquoi les employés des ministères, des administrations publiques, du commerce, etc., n'ont-ils pas présenté une pétition dans ce but? Nul doute que leur juste demande n'eût été bien accueillie, et cette marque de bienveillance de la part du gouvernement aurait été un témoignage éclatant de sollicitude pour la classe si méritante des employés.

Le Moniteur des Postes.

Nous avons reçu le premier numéro du *Moniteur des Postes* : c'est une association des Employés de cette administration qui publie ce journal, spécialement institué pour la défense de leurs intérêts. Il paraît tous les quinze jours.

Ses doctrines sont rationnelles, quoiqu'un peu avancées peut-être, et son but est digne d'éloge. « Formons, dit-il, une sainte ligue, non pour attaquer, mais pour défendre : que jamais le favoritisme ne vienne envahir notre administration; que des réglemens formulés par nous garantissent notre position. »

Dans ce même numéro, le *Moniteur des Postes* propose une association mutuelle entre les Employés des administrations publiques. Si nous comprenons bien sa pensée, il ne voit d'association possible qu'entre gens de même catégorie et d'intérêts identiques. — Nous pensons que c'est une erreur. Favorable en apparence à quelques-uns, l'esprit d'exclusion est, en réalité, nuisible aux intérêts généraux. D'ailleurs, au point de vue du travail, de la gêne et des abus qu'il subit, l'employé est dans des conditions qui sont les mêmes pour tous. Nous n'aimons pas ces démarcations, ces classements; cela est contraire à l'esprit de fraternité hors duquel il n'y a point de salut pour nous. A moins d'être unis et nombreux, nous ne pouvons rester forts; c'est un principe, ne l'oublions jamais. Donc, point de castes, point de coteries, mais de l'esprit de corps.

Que le *Moniteur des Postes* excuse notre fran-

chise; nous croyons être dans le vrai en voulant le salut de tous par tous. Il nous trouvera toujours prêts à marcher avec lui vers ce qui tend au bien général.

ASSOCIATIONS FRATERNELLES

Des Employés des Ministères

ET AUTRES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Dimanche, à dix heures du matin, a eu lieu la première réunion des délégués nommés dans les ministères et administrations publiques pour arrêter définitivement les statuts de leur association fraternelle. Les membres de l'assemblée se sont entendus sur les moyens à employer pour que toutes les administrations fussent représentées.

Cette association encore peu connue a reçu déjà de nombreuses et même de hautes adhésions; partout les chefs ont montré la plus grande bienveillance aux délégués qui leur faisaient connaître les statuts provisoires. Le sous-secrétaire d'état du ministère de l'intérieur a même bien voulu mettre une vaste salle à la disposition des employés de cette administration, pour qu'ils puissent se réunir à l'effet d'élire leurs délégués; les chefs de division et de bureau ont pris part à cette élection.

A la réunion de dimanche, les délégués ont discuté des questions de fonds; ils se sont demandé d'abord entre quelles classes d'employés l'association se ferait, et il a été proposé de rédiger ainsi le premier article : *Il est fait acte d'association entre les employés civils de tous grades des administrations publiques et municipales dont le siège est à Paris* (1).

L'association devant être fraternelle avant tout, beaucoup de personnes ont trouvé qu'il était injuste d'exclure certaines classes d'employés qui ont un costume et qui n'en sont pas moins civils, quoique portant le titre d'*employés militaires*. Les corps de l'intendance, les corps du commissariat pour l'armée de mer ne seraient donc pas admis dans l'association. On ne voit aucun inconvénient à admettre des employés nommés par le ministre et auxquels on fait une retenue mensuelle pour la retraite.

Il y a moins de danger à étendre le cercle en faveur de sociétaires payés et retraités par l'État, qu'à admettre moins de membres dont la position ne serait pas aussi assurée. Ainsi, avant d'associer entre eux les employés des administrations de l'État et des administrations municipales, il serait bon de savoir si les derniers sont nommés par un ministre et si leur place n'est pas à la merci de quelques chefs.

(1) Pourquoi exclure les Employés de la province ?

La seconde réunion des délégués aura lieu le mercredi, 19 avril, à sept heures du matin, au Palais-National (ex-Palais-Royal). L'ordre du jour, pour cette seconde assemblée, est la *vérification des pouvoirs et l'installation d'un bureau définitif*. Il est donc de la plus haute importance que tous les délégués veuillent bien s'y trouver.

(Communiqué.)

Ecole d'Administration.

Les Employés des administrations publiques ont appris avec bonheur la création d'une Ecole d'administration, près le collège de France. Cette institution, réclamée depuis longtemps, et dont nous avons nous-mêmes indiqué la nécessité, en même temps qu'elle assure à tous les services des sujets capables, est appelée à diminuer le nombre des solliciteurs qui encombrant les antichambres des hauts fonctionnaires, et les fatiguent de leurs obsessions.

Les candidats qui se présenteront pour être admis dans l'Ecole administrative, seront interrogés sur les lettres, sur l'histoire de France, sur la philosophie, sur les sciences physiques et mathématiques, sur les sciences naturelles, de sorte que ceux qui auraient bien suivi les hautes classes des lycées fussent en état de répondre. Les admissions à l'Ecole ne pourront avoir lieu avant dix-huit ans, ni après vingt ans; seulement, pour cette année, on concède jusqu'à vingt-deux ans. La durée des études dans l'Ecole sera de trois ans.

Le droit républicain, le droit criminel et le droit administratif formeront un premier cours.

Un second cours sera constitué par la chaire consacrée à l'étude de la population, par celle de l'économie générale de l'agriculture, par celle des mines et des fonderies, et par celle de l'économie générale des travaux publics.

Le cercle des études est fermé par l'économie des finances et du commerce.

Concurremment avec cet enseignement, les élèves recevront des leçons données par les anciens professeurs du collège de France, sur l'histoire de la littérature et de la philosophie, sur la physique, sur la chimie, sur la mécanique, sur la géographie physique, sur l'hygiène et la salubrité publique.

Telles sont les leçons que les élèves recevront au collège de France. Dans l'intérieur de l'école, ils sont exercés à la correspondance publique et privée, aux divers genres de conversation et de discussion, à des travaux mathématiques, au dessin artistique et linéaire, au levé des plans, à des compositions d'ensemble en architecture, et à la comptabilité.

Destinés aux fonctions qui ressortent des ministères de l'intérieur, des affaires étrangères, de l'agriculture, des travaux publics et de toutes les administrations centrales, les élèves ont devant eux un personnel d'environ 19.000 fonctionnaires. Pour recruter ce personnel, il faut environ six cents personnes. Mais il serait injuste que la totalité de ce recrutement fût fournie par l'école; il importe de laisser une place aux employés venant des rangs inférieurs de la hiérarchie administrative. En conséquence, on propose pour les années ordinaires une promotion de deux cents jeunes gens, et pour cette année seulement une promotion de cent cinquante.

On aurait aussi désiré que les cours de l'école administrative fussent rendus publics, et que les employés des diverses administrations qui le désireraient pussent profiter, comme auditeurs, d'un enseignement aussi utile. N'est-il pas à craindre, en effet, si l'on ne rend les cours accessibles à tout le monde, de voir dans les bureaux de pénibles rapprochements entre la jeune érudition des sujets sortis de l'école, et l'expérience pratique des anciens employés? Ne se passe-t-il pas quelque chose de semblable dans l'armée, malgré la vénération qu'inspire l'ancienneté des services militaires?

Voici du reste le texte de l'arrêté pris par le citoyen ministre de l'instruction publique :

Arrêté pour les examens d'admission à l'Ecole d'administration près le Collège de France.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes arrête :

Art. 1^{er}. Les candidats aux places d'élèves du collège de France seront soumis à deux examens, l'un préparatoire, l'autre définitif.

Art. 2. L'examen préparatoire aura seulement pour objet les preuves orales du programme fixé par l'arrêté du 10 avril 1848.

Art. 3. Les élèves qui auront répondu d'une manière satisfaisante à l'examen préparatoire seront admis à passer l'examen définitif.

Art. 4. Les candidats devront se faire inscrire à Paris, au ministère de l'instruction publique, et dans les départements, dans celles des villes ci-dessous désignées où il leur conviendra de passer leur examen.

Les candidats transmettront aux recteurs, par lettre affranchie, la demande d'inscription, avec l'indication de leurs nom, prénom, domicile, date et lieu de naissance.

Art. 5. La liste d'inscription sera close à Paris le 1^{er} mai, et dans les départements le 5 mai.

Art. 6. Les examens préparatoires et les examens définitifs auront lieu dans les villes ci-après : Paris, Amiens, Angers, Bastia (pour les examens

préparatoires seulement), Besançon, Bordeaux, Bourges, Caen, Cahors, Clermont, Dijon, Douai, Grenoble, Lyon, Limoges, Metz, Montpellier, Montpellier, Nancy, Pau, Poitiers, Rennes, Strasbourg, Toulouse.

Art. 7. A Paris les examens préparatoires commenceront le 6 mai, et les examens définitifs le 10 mai.

Pour les départements, les tournées des examinateurs commenceront également le 10 mai. La date des examens préparatoires et définitifs dans chacune des villes ci-dessus désignées sera notifiée aux candidats par un avis du recteur.

Art. 8. Les examens préparatoires seront faits publiquement à Paris par des examinateurs nommés par le ministre; dans les départements, par un professeur de l'ordre des lettres et un professeur de l'ordre des sciences nommés par le recteur, sous la présidence du recteur, ou d'un inspecteur d'académie délégué par lui.

Art. 10. Les examens définitifs seront faits publiquement par des examinateurs de l'ordre des lettres et de l'ordre des sciences nommés par le ministre.

Art. 11. Les maires des villes dans lesquelles se feront les examens sont invités à mettre les salles nécessaires à la disposition des examinateurs.

Art. 12. Les épreuves écrites se feront sous la présidence d'un conseiller de préfecture ou d'un autre fonctionnaire délégué par le préfet.

Art. 13. Pour l'Algérie, la liste d'inscription demeure ouverte à Alger, au palais du Gouvernement, jusqu'au 10 mai.

Deux commissions spéciales seront désignées par le gouverneur-général, l'une pour l'examen préparatoire, l'autre pour l'examen définitif. Les examens se feront de la même manière que dans les départements.

Art. 14. Les élèves admis recevront à domicile leur nomination d'élève du Collège de France, avec l'indication de l'époque à laquelle ils devront être rendus à Paris.

Paris, 12 avril 1848.

CARNOT.

Code Industriel.

On lit dans la *Liberté* :

« On nous cite un homme de cœur et d'intelligence qui est parti de sa province pour venir à grands pas apporter un travail qu'on assure très-remarquable, intitulé : *Code industriel*, travail revêtu de l'approbation complète de la chambre consultative des manufactures d'une de nos principales villes industrielles du Nord.

« Eh bien ! ce citoyen désintéressé, après un

séjour coûteux dans la capitale, a dû s'en retourner sans même avoir pu obtenir que le Luxembourg ou l'Hôtel-de-Ville prissent connaissance d'un travail appelé peut-être à faire dans le régime industriel une révolution en harmonie avec le mouvement social actuel.

« Quiconque a traité les affaires d'un peu haut comprend que les dépositaires actuels du pouvoir doivent être difficilement abordables, eu égard à l'importance et à la multiplicité de leurs travaux. Il faudrait néanmoins prendre garde de tomber dans les abus que l'on reprochait à juste titre à l'ancienne administration. »

L'auteur du *Code industriel* est un Employé, et la *Tribune* s'honore de le compter parmi ses rédacteurs.

Associations.

Les Employés de l'administration des Postes viennent de s'associer dans un intérêt commun.

Les statuts qu'ils ont adoptés sont simples et renfermés dans cinq paragraphes.

En voici le texte.

§ I.

Objet de la Société.

Art. 1^{er}. Une association est établie, par les présents statuts, entre tous les employés.

Art. 2. Le but de cette association pour les employés est de s'éclairer et de traiter ensemble les questions administratives.

Art. 3. Tout employé, sur sa demande, est sociétaire.

§ II.

Art. 4. Chaque sociétaire versera provisoirement une somme de 1 fr. 50 c. par mois, entre les mains du trésorier.

Art 5. Toute dépense faite par le trésorier doit être autorisée par le président et visée par les deux vice-présidents.

Art. 6. Chaque mois, le trésorier présentera à l'assemblée les pièces justificatives de sa comptabilité.

§ III.

Assemblées Générales.

Art. 7. L'assemblée fixe, par son procès-verbal, le jour, le lieu et l'heure de ses réunions extraordinaires.

Art. 8. Une séance aura lieu le premier mardi de chaque mois.

Art. 9. Sur la demande de dix membres, le président devra convoquer les sociétaires en assemblée extraordinaire.

Art. 10. L'assemblée, pour délibérer valablement, devra réunir la moitié, plus un, de ses membres.

Art. 11. Le président est chargé de maintenir l'ordre.

Art. 12. Toute discussion étrangère au but de la réunion est interdite.

§ IV.

Comité de la Société.

Art. 13. La Société compose son comité d'un président, de deux vice-présidents, de quatre secrétaires et d'un trésorier-archiviste.

Art. 14. Le comité devra être réélu tous les trois mois.

Art. 15. Les membres sortants pourront être réélus.

§ V.

Art. 16. Si, dans le cours de la Société, l'expérience démontrait que des modifications dusent être apportées au présents statuts, ces modifications devront être soumises aux assemblées générales et approuvées par elles.

Économie domestique.

Ce qu'on a dit plaisamment du soldat autrichien peut s'appliquer à l'employé : en général il n'est pas riche. C'est pour cela que nous engageons nos camarades à prier les dames de leurs familles de lire une annonce de la maison Delisle, insérée dans le présent numéro.

(Voir aux annonces.)

Une nouvelle aristocratie.

Le peuple a proclamé l'égalité, le gouvernement provisoire a proscrit les titres et les armoiries ; mais ni l'un ni l'autre, le premier dans sa grave sollicitude, le second dans sa puérile jalousie, n'ont songé qu'il existait encore, qu'il existerait toujours peut-être, et malgré eux, une aristocratie plus vaine, plus rogue, plus orgueilleuse, plus insolente, plus dure que toutes les aristocraties passées ou futures. Cette aristocratie est celle des bureaux.

Pour un directeur d'administration centrale, un chef de division est un modeste fonctionnaire.

Un chef de bureau est tout au plus perceptible ;

Un sous-chef n'existe pas ;

Un commis n'a jamais existé ;

Un surnuméraire enfin est une créature fantastique.

Mais le chef de division se venge bien. Pour lui, un chef de bureau est un vassal ;

Un sous-chef, un serf ;

Un commis, un nègre ;

Un surnuméraire, un bœuf.

L'orgueil du chef de division vis-à-vis de ses subordonnés est en raison de l'orgueil du directeur à son égard. A la vérité, le dédain qu'il affecte ne se traduit pas par le silence : il daigne parler ; mais comment parle-t-il ? Tous ses mots

sont autant d'impertinences. S'il agit, tous ses actes sont arbitraires. Jamais gentilhomme à trente-deux quartiers, duc et pair, ou marquis, n'ont été plus boursoufflés de leur importance, quand ils n'en avaient pas d'autre que leurs titres ou leur bla-on.

Un général, un amiral, un colonel, un capitaine de vaisseau vivent cordialement avec leurs officiers : ils les reçoivent, ils les traitent, ils s'honorent de leur société.

Le banquier, le négociant, l'industriel, se familiarisent avec leurs commis et avec leurs ouvriers, avec les bons surtout, qu'ils ménagent et qu'ils distinguent.

Les directeurs et chefs de division sont inflexibles. A leurs yeux, des commis et des surnuméraires ne sont point des hommes et sont à peine des chiffres. Ils ne les voient point, ne les traitent jamais ; ils les ignorent enfin complètement.

Et néanmoins, la plupart des directeurs d'administration sont autant de sinécuristes rongeurs ;

Et cependant la bonne moitié des chefs de division ne vaudrait pas mieux sans le mérite de quelques chefs de bureau et le travail des pauvres commis.

Quels sont donc les titres de cette nouvelle et persistante aristocratie aux respects profonds et à la dépendance absolue de ses inférieurs ?

Ils n'en ont pas d'autres que celui d'intercepter la lumière entre le ministre, homme de mérite arrivé, et l'employé, homme de mérite en expectative.

Et c'est pour cela qu'ils touchent de l'État des traitements qui nourrissent leur insolente nullité. Supprimez ou diminuez sensiblement ces privilèges du budget, et vous aurez détruit la pire de toutes les aristocraties : celle de la fainéantise entée sur l'orgueil bureaucratique, le dernier de tous les orgueils.

Le Surnuméraire.

PAR M. DE BALZAC.

Le surnuméraire est à l'administration ce que l'enfant de chœur est à l'église, ce que l'enfant de troupe est au régiment, ce que le rat ou le comparse est au théâtre : quelque chose de naïf, de candide, un être aveuglé par les illusions. Sans l'illusion, où irions-nous ? C'est elle qui nous donne la puissance de manger la vache enragée des arts, de dévorer les commencements de toute science en nous donnant la croyance. L'illusion est une foi démesurée ! Or, il a foi en l'administration, le surnuméraire ; il ne la suppose pas froide, atroce, dure comme elle est.

Il n'y a que deux genres de surnuméraire : le

surnuméraire pauvre et le surnuméraire riche.

Le surnuméraire pauvre est riche d'espérance et a besoin d'une place; le surnuméraire riche est pauvre d'esprit et n'a besoin de rien. Une famille riche n'est pas assez bête pour mettre un homme d'esprit dans l'administration.

Le surnuméraire riche est confié à un employé supérieur ou placé près du directeur général, qui l'initie à ce que Bilboquet, ce profond philosophe, appellerait la haute comédie de l'administration. On lui adoucit les horreurs du stage, jusqu'à ce qu'il soit nommé à quelque emploi. Le surnuméraire riche n'effraie jamais les bureaux. Les employés savent qu'il ne les menace point, le surnuméraire riche ne vise que les hauts emplois de l'administration. Le journalisme persécute assez le surnuméraire riche, qui est toujours cousin, neveu, parent de quelque ministre, de quelque député, d'un pair très-influent; mais les employés sont ses complices, ils recherchent sa protection!

Le surnuméraire pauvre est donc le vrai, le seul surnuméraire. Presque toujours enfant de la balle, fils d'une veuve d'employé, ou d'un employé retraits qui vit d'une maigre pension, sa famille se tue à le nourrir, le blanchir ou l'habiller. Presque toujours logé dans un quartier où les loyers ne sont pas chers, le surnuméraire part de bonne heure. L'état du ciel est sa question d'Orient, à lui! Venir à pied, ne pas se crotter, ménager ses habits, calculer le temps qu'une trop longue averse peut lui prendre s'il est forcé de se mettre à l'abri, combien de préoccupations! Les trottoirs dans les rues et le dallage des boulevards et des quais ont été des bienfaits pour lui. Quand, par des causes bizarres, vous êtes dans Paris à sept heures et demie ou huit heures du matin, que vous voyez, par un froid piquant, par une pluie, par un mauvais temps quelconque, poindre un craintif et pâle jeune homme sans cigare, dites : C'est un surnuméraire! Il a déjà déjeuné. Si vous faisiez attention à ses poches, vous verriez la configuration d'une flûte que sa mère lui a donnée, afin qu'il puisse, sans danger pour son estomac, franchir les neuf heures qui séparent son déjeuner de son dîner.

La candeur du surnuméraire dure peu. Le jeune homme a bientôt mesuré la distance effroyable qui se trouve entre un sous-chef et lui, cette distance qu'aucun mathématicien, ni Archimède, ni Newton, ni Pascal, ni Leibnitz, ni Kepler, ni Laplace, n'a pu évaluer, et qui existe entre 0 et le chiffre 1, entre une gratification problématique et un traitement.

Le surnuméraire aperçoit les impossibilités des

la carrière, il entend parler des passe-droit par des employés qui les expliquent, il découvre les intrigues des bureaux, il voit les moyens exceptionnels par lesquels les supérieurs sont parvenus : l'un a épousé une jeune personne qui avait fait une faute; l'autre, la fille naturelle d'un ministre : celui-ci a endossé une grave responsabilité; celui-là, plein de talent, a risqué sa santé dans des travaux forcés, il avait une persévérance de taupe, et l'on ne se sent pas toujours capable de tels prodiges!

Tout se sait dans les bureaux.

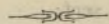
L'homme incapable a une femme pleine de tête qui l'a poussé par là, qui l'a fait nommer député. S'il n'a pas de talent dans les bureaux, il intrigaille à la chambre. Tel a pour ami intime de sa femme un homme d'Etat; tel est commanditaire d'un journaliste puissant.

Dès lors, le surnuméraire, dégoûté, donne sa démission. Les trois quarts des surnuméraires quittent l'administration sans avoir été employés. Il ne reste que les jeunes gens entêtés ou les imbéciles qui se disent : J'y suis depuis trois ans, je finirai par avoir une place; ou les jeunes gens qui se sentent de la vocation.

Evidemment, le surnumérariat est, pour l'administration, ce que le noviciat est dans les ordres religieux, une épreuve. Cette épreuve est rude, on y découvre ceux qui peuvent supporter la faim, la soif et l'indigence sans y succomber, le travail sans s'en dégoûter, et dont le tempérament acceptera l'horrible existence, ou, si vous le voulez, la maladie des bureaux.

De ce point de vue, le surnumérariat, loin d'être une infâme spéculation du gouvernement pour obtenir du travail gratis, est une institution bienfaisante. Sur trente surnuméraires, il en est donc sept qui se sont faits à l'air du bureau, qui ont si bien accoutumé leur main à écrire, leur tête à ne plus penser, leur esprit à ne s'exercer que dans le cercle administratif, qu'ils deviennent les uns commis, les autres chefs en espérance.

Le jour où ils ont émargé est une belle journée; ils ont bien manié l'argent de leur premier mois, et ils ne le donnent pas tout entier à leur mère! Vénus sourit toujours à ces prémices de la caisse ministérielle.



CORRESPONDANCE

de la Tribune des Employés.

(Extraits.)

« Au moment où chaque classe de citoyens revendique ses droits, rappelez aux employés que ne pas défendre les leurs au tribunal de la nation,

c'est les déclarer insoutenables, c'est les reconnaître illégitimes. L'extension illimitée donnée au personnel administratif, l'oisiveté et l'inutilité du sinécuriste a déconsidéré les employés; partout, aujourd'hui, leur titre est presque un motif de défaveur; c'est à ceux qui furent toujours exacts, laborieux et actifs de réclamer contre une déconsidération imméritée, c'est un devoir pressant et dont il y a danger à différer l'accomplissement. »

Un Employé de l'administration des hôpitaux nous adresse, avec prière de les publier, les observations suivantes :

« Vous parlez de la réunion du 31 mars à l'école des Beaux-Arts, d'une prochaine qui la devait suivre, et qui, aujourd'hui 17, n'a point encore eu lieu.

« Permettez-moi quelques observations à ce sujet.

« Par qui avons-nous été convoqués ? Nous l'ignorons. Pourquoi les citoyens qui présidaient au bureau ont-ils jugé à propos de ne pas se faire connaître ? Pourquoi, lorsqu'ils proclamaient à haute voix le nom et l'administration de chacun des orateurs, pourquoi n'en ont-ils pas fait autant pour eux-mêmes (1) ?

« La décision de l'assemblée arrêta que les statuts qu'on lui avait soumis seraient imprimés, et adressés à chaque administration ; que là, ils seraient discutés, et deux délégués nommés pour reporter le résultat de la discussion à une assemblée fixée au 11 avril.

« Le bureau qui avait provoqué la réunion, devait en exécuter la décision ; non seulement il n'en a rien fait, mais il s'est soustrait à nos réclamations par un incognito inqualifiable ; il a répudié, par son silence, les conséquences de l'initiative qu'il avait prise. Tant que je ne saurai pas le motif qui lui a dicté une telle conduite, je suis fondé à croire et à dire qu'il a manqué de courage civil. Il a compromis, par son inconcevable indécision, la cause qu'il voulait servir, a découragé nos amis par des retards inexplicables, et prêté des arguments à nos adversaires contre une réunion nouvelle.

« J'espère que, par votre intermédiaire, ces mots lui parviendront et que vous voudrez bien provoquer sa réponse.

« S'il abandonne la partie, il doit au moins à ceux qu'il a convoqués, qu'il empêche de se réunir d'eux-mêmes aujourd'hui, par l'espoir qu'il a donné de les réunir de nouveau, il leur doit de le déclarer franchement. Ne pas le faire serait un oubli des plus simples convenances ; ce serait

(1) La Tribune laisse à son auteur la responsabilité de ces reproches.

plus encore, car, évidemment, il y a, dans les circonstances présentes, une culpabilité grave à enchaîner par une promesse qu'on n'a pas l'intention de tenir, l'action de frères plus confiants dans leur droit et l'équité de leur cause. » A. C.

FAITS DIVERS.

Un ministre gaspilleur avait attribué à des emplois peu convenables les fonds que la nation, dans sa généreuse sollicitude, avait alloués pour venir au secours de ses illustrations malheureuses. Les fonds ont été votés. Pourquoi le ministre actuel n'en ferait-il pas la répartition entre ceux dont la tête s'est usée dans de longs et honorables travaux improductifs, et qui ont conservé un cœur dévoué au pays ? Entre ces gens de lettres qui, n'ayant jamais trempé leur plume dans la boue de la corruption, sont toujours restés purs sous la monarchie, et conséquemment pauvres ? (National).

— Dans un rapport au ministre de l'instruction publique sur l'école d'administration établie au collège de France, M. Reynaud, président de la haute commission des études scientifiques et littéraires, a proposé pour cette année une promotion de cent cinquante élèves, outre cinquante places réservées aux élèves des nations étrangères.

Le ministre a approuvé ce rapport et pris un arrêté touchant les conditions d'admission et le programme des examens.

Les candidats devront être Français, être âgés de dix-huit ans au moins, au 1^{er} janvier 1848, et de vingt-deux ans au plus à la même époque.

Un arrêté particulier déterminera les pièces à produire par les candidats, la forme et l'époque des examens, ainsi que les villes dans lesquelles ils auront lieu.

— Le citoyen Garraud, directeur provisoire de la division des beaux-arts, est nommé aux fonctions d'inspecteur-général des arts, par arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 10 avril courant.

— On lit dans le *Moniteur de l'armée* :

« Le citoyen Larabit, déjà attaché au ministère de la guerre, est nommé directeur du personnel et des opérations militaires, en remplacement du général Gazan, qui se retire pour cause de santé. »

— Les employés du commerce du quartier Saint-Denis ont fait entre eux une quête qui a produit 2,000 fr. M. Lepaire, rue Saint-Denis, 206, nommé leur mandataire à cet effet, en a fait le versement au comptoir national d'escompte, en

échange de quatre actions prises sous le numéro 1,397, aux noms de MM. Chappelet, Sarraute et Laurent fils, nommés délégués titulaires. Lors de la liquidation dudit comptoir, le produit de ces quatre actions sera spécialement affecté à des œuvres de bienfaisance.

— Le récit qu'on va lire, fait par le *Moniteur des postes*, montre combien un chef aimé de ses employés est apprécié et regretté.

« Tout en applaudissant au principe qui a fait admettre M. de V. à faire valoir ses droits à la retraite, nous croyons devoir porter à la connaissance de nos lecteurs ce qui s'est passé à ce sujet il y a quelques jours.

« C'était le 21 mars ; M. de V. était venu chercher dans son cabinet quelques objets qu'il avait laissés le jour où il avait appris sa nouvelle position. La porte étant restée entr'ouverte, quelques employés, en se rendant dans leurs bureaux, aperçurent M. de V. et avertirent aussitôt leurs camarades. A l'instant même, tous les employés des routes, sans exception, allèrent lui faire leurs

adieux, et lui témoigner tous les regrets qu'ils éprouvaient de son éloignement. M. de V. les reçut avec son affabilité, sa bonté ordinaires, donnant la main aux plus nouveaux, embrassant ceux qu'il connaissait depuis plus longtemps.

« Jamais, dans sa longue carrière, cet homme estimable n'a adressé à un seul de ses subordonnés un mot dur ou blessant ; jamais le moindre fiel n'est venu altérer les rapports si bienveillants qu'il entretenait avec nous, et qui formaient un contraste si grand avec les procédés venus d'ailleurs, et dont nous avons eu si souvent à nous plaindre. M. de V. a été extrêmement sensible à cet hommage, qui est aussi sincère qu'il a été unanime et spontané. »

— Les artistes sans fortune, les commis aux écritures de la banque et du commerce, après avoir épuisé leurs dernières ressources, se sont formés en société. Le bureau de cette société s'est présenté au Gouvernement provisoire. Le ministre des travaux publics a promis de tout faire pour leur procurer des emplois.

HABILLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE GARDE NATIONAL.

F. GODILLOT ET ISNARD, 177, rue Saint-Denis (Bains-Saint-Sauveur).

Chaque vêtement sera fait sur mesure, qui sera prise dans les bureaux de l'administration, pour ne pas déranger Messieurs les employés.

LES PRIX SONT BASÉS COMME SUIT :

VÊTEMENT : Tunique et Pantalon (cuir-laine croisé), Col, Gants et Képy.	80 fr. »
ÉQUIPEMENT : Buffleterie, Shako (avec plaque et pompon), Épaulettes.	40 »
TOTAL.	120 fr. »

Pour le paiement, chacun de Messieurs les Employés s'engagera à une retenue de 15 fr. par mois sur les appointements entre les mains du caissier de l'administration, et dans le cas où il viendrait à quitter, à y laisser le complément du prix.

MAISON DELISLE.

4 ter, rue de Choiseul, et 13, rue de Grammont.

La crise qui pèse aujourd'hui sur le commerce ayant paralysé toutes les industries, la Maison DELISLE a cru devoir, dans ces circonstances, offrir ses Magasins à des Manufacturiers, afin de les aider, par l'écoulement de leurs produits, à soutenir leurs ouvriers, et arrêter la fermeture des ateliers. Elle s'empresse donc de prévenir le public que, depuis Lundi 17 Avril, ses Magasins du rez-de-chaussée sont transformés en Magasins de Dépôts ; que toutes les Marchandises appartiennent aux Fabricants, et seront vendues pour leur compte au-dessous du prix de fabrique.

Les prix sont marqués en chiffres connus.

Les assortiments comprennent tous les articles,

principalement les plus modestes pour la toilette des dames.

La mesure ci-dessus n'étant que provisoire, elle cessera aussitôt que les affaires auront repris leur cours habituel.

Sous Presse :

PETIT DICTIONNAIRE POPULAIRE DES CHEMINS DE FER.

Contenant la définition simple et précise de tous les mots usités dans cette industrie. — Par un Employé. — Prix : 2 francs.

L'un des Gérants : EL. BRUN.

Montmartre. — Imp. Pilloy frères et comp.